

Collectif Solidarité Roms  
c/o Médecins du Monde  
5 bd de Bonrepos  
31000 Toulouse  
[collectifsolidariteroms31@gmail.com](mailto:collectifsolidariteroms31@gmail.com)

Toulouse, le 15 mars 2016

Monsieur Jean-Luc MOUDENC, Maire de Toulouse  
Monsieur Daniel ROUGE, Maire adjoint en charge de la Solidarité  
Monsieur Pascal MAILHOS, Préfet de la Haute-Garonne  
Monsieur Georges MERIC, Président du Conseil Départemental 31  
Madame Carole DELGA, Présidente du Conseil Régional Midi-Pyrénées-Languedoc  
Rousillon  
Madame Monique CAVALIER, Directrice Générale de l'Agence Régionale de la Santé Midi-  
Pyrénées  
Monsieur Jacques TOUBON, Défenseur des droits  
Madame Nathalie MERY, Inspectrice Académique de la Haute-Garonne  
Madame Hélène BERNARD, Rectrice Académique de Toulouse  
Monsieur Jean-Marie DRU, Président d'UNICEF France  
Madame Marie-Hélène BOISHARDY, Présidente d'UNICEF Haute-Garonne  
Mesdames, Messieurs les Maires de quartier de la ville de Toulouse  
Mesdames, Messieurs les Députés de la Haute-Garonne  
Mesdames, Messieurs les Députés Européens du Sud-Ouest  
Mesdames, Messieurs les Délégués du Défenseur des droits de Toulouse

Mesdames, Messieurs,

A l'occasion de la Journée Mondiale de l'Eau du 22 mars, nous souhaitons porter à votre connaissance la situation de mise en danger permanente de centaines d'enfants à Toulouse en raison de conditions de vie intolérables et en particulier du non accès à l'eau, comme décrite dans le document ci-joint. Malgré les nombreuses sollicitations effectuées auprès de la Mairie de Toulouse, aucun début de solution n'a été trouvé.

Cette situation, que l'on pouvait penser temporaire il y a quelques années à l'arrivée sur la région de ces familles fuyant les discriminations et la misère dans leur pays, reste inchangée en 2016. Depuis août 2015 la Mairie de Toulouse procède au démantèlement progressif de certains bidonvilles avec la Maîtrise d'Ouvrage Urbaine et Sociale. Cependant, de trop nombreuses familles et leurs enfants sont et restent encore pour une période indéterminée dans un environnement terrible qui porte atteinte quotidiennement à leur dignité et à leurs droits faute de volonté forte et immédiate de mettre fin à ce scandale.

Des solutions existent pour faire cesser de toute urgence la négation des droits élémentaires de ces personnes et empêcher ses effets désastreux sur le développement et l'avenir des enfants, la santé des habitants et leurs possibilités d'insertion sociale et professionnelle. Par exemple, lors de problèmes sur les réseaux d'eau potable, comme cela s'est encore récemment produit en région, les administrations et les élus se sont rapidement mobilisés pour assurer l'accès à l'eau avec des distributions aux habitants tant que nécessaire.

Pourquoi cela ne se fait-il pas pour ces centaines de familles en grande difficulté depuis plusieurs années ?

Compte tenu de vos missions respectives, quelles propositions pouvez-vous faire et quels moyens pouvez-vous mobiliser pour contribuer à mettre en œuvre les réponses urgentes qu'appelle cette situation insoutenable bafouant les valeurs de la République que nous défendons tous ?

L'ensemble des associations composant le Collectif Solidarité Roms se tient à votre disposition.

Nous vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

Collectif Solidarité Roms,  
CCFD-Terre Solidaire,  
CCPS,  
Cimade,  
Esmas,  
Flambère Action Médiation,  
LDH,  
Médecins du Monde,  
MRAP,  
Robins des bois de l'énergie.

En copies à :

- Monsieur Jean-Claude SOULERY, Rédacteur en chef de La Dépêche du Midi
- Monsieur Pascal PALLAS, Rédacteur en chef du journal Côté Toulouse
- France 3 Midi-Pyrénées